

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 4 septembre 2025

Nos réf. : SAU/DDH/MI n° 25 - 490

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PANAIS ENERGIE**

Ferme de Panais  
10410 THENNELIÈRES

Code AIOT : 0003012094

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 août 2025 dans l'établissement PANAIS ENERGIE implanté Route du 14 juillet - 10410 THENNELIÈRES. L'inspection a été annoncée le 06 août 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur l'installation PANAIS ENERGIE à THENNELIERES suite à une plainte pour nuisances olfactives adressée sur la messagerie électronique de l'unité départementale de l'Aube de la DREAL GRAND-EST le 27 juillet 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANAIS ENERGIE
- Route du 14 juillet - 10410 THENNELIÈRES
- Code AIOT : 0003012094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PANAIS ENERGIE exploite une unité de méthanisation de matières organiques sur le territoire de la commune de THENNELIERES. Ce procédé consiste en l'assimilation de déchets organiques, principalement issus d'exploitations agricoles locales et dans une moindre mesure de l'industrie agro-alimentaire. Le processus transforme les déchets en deux produits : le biogaz injectable directement dans le réseau de distribution et du digestat valorisable par épandage sur des parcelles agricoles.

Ce méthaniseur fonctionne depuis 2013. Sa capacité a augmenté au fil des années. Elle est actuellement autorisée à hauteur de 118t/j.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, une opération de chargement d'intrants était en cours. A chaque manœuvre de l'engin de chargement, l'inspection des installations classées a perçu une faible odeur des intrants, par bouffées.

L'inspection des installations classées s'est également rendue sur la route départementale n° 48 au niveau du pont sur l'autoroute A 26, où une faible odeur d'intrants a été perçue par bouffées, et au niveau de l'entrée d'agglomération de THENNELIERES où aucune odeur particulière liée à l'installation PANAIS ENERGIE n'a été perçue.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autosurveillance odeurs	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.2.3	Demande d'action corrective	Immédiat
2	Prévention des nuisances olfactives	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 7.2.1	Demande d'action corrective	Immédiat
5	Suivi des plaintes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29	Demande d'action corrective	Immédiat

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Matières entrantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18	Sans objet
4	Limitation des nuisances	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats effectués pendant la visite que l'exploitant a mis en place les dispositions attendues afin de limiter les nuisances olfactives à l'extérieur de son installation. Toutefois, il a été constaté un non respect de la fréquence d'autosurveillance des odeurs et de la fréquence de formation/sensibilisation du personnel à ce sujet ainsi que des informations manquantes dans le registre de suivi des plaintes.

Des actions correctives sur ces trois points sont attendues de l'exploitant à l'issue de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autosurveillance odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> En complément de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 :  Dans un délai d'un an après la signature du présent arrêté, un état des odeurs perçues dans l'environnement est réalisé afin de valider le fonctionnement du site et les équipements mis en place. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'état des odeurs dans l'environnement est réalisé soit par le déplacement d'un jury de nez (norme NF-X 43-103 ou équivalent), soit par le prélèvement d'air par poches puis analyse en laboratoire selon la norme EN13725 (ou équivalent). Le contrôle effectif des débits d'odeurs est réalisé tous les trois ans.  Une autosurveillance des odeurs est également mise en place avec l'assistance du bureau d'études spécialisé en études olfactives. Une partie du personnel est formée afin de pouvoir identifier et quantifier les odeurs. Six à dix points de contrôle sont positionnés autour du site et référencés par coordonnées GPS. Si des plaintes sont reçues par l'exploitant ou l'administration, un point de contrôle à proximité du lieu où les nuisances sont ressenties est ajouté, si besoin, au plan de surveillance. La fréquence d'autosurveillance est définie avec le bureau d'études spécialisé qui accompagne PANAIS ÉNERGIE. Elle est a minima d'une fois tous les quinze jours. Celle-ci est renforcée durant les périodes d'épandage et d'ensilage, lors de l'accueil d'un nouvel intrant et lors des périodes de fortes chaleurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport « État des perceptions - Cartographie des odeurs » N° CARP240154 du 27/11/2024 consécutif au déplacement d'un jury de nez sur le site et son environnement les 16 et 17 octobre 2024. L'état des perceptions olfactives a été réalisé selon la norme NF X 43-103 sur 28 points d'observation. Les sources d'odeurs identifiées sont les différents intrants, le digestat solide et les bassins.  L'exploitant a présenté à l'inspection la carte relative aux 8 points d'autosurveillance, référencés par coordonnées GPS, et les fiches relatives à ces autosurveillances. D'après ces fiches, la dernière visite d'autosurveillance odeur effectuée date du 3 juin 2025. Les fiches prennent en compte, pour chaque point, 5 niveaux d'intensité (d'absence à très fort), 2 catégories de fréquence (par bouffée ou en continu), 5 niveaux relatifs au caractère hédonique (neutre à très désagréable) et un critère permettant d'identifier la source.  L'exploitant a également présenté à l'inspection 2 attestations de formation à la réalisation de l'autosurveillance odeur datées du 26/01/2021 et 1 attestation de formation à l'autosurveillance des odeurs sur le site de méthanisation datée du 26/02/2024.  Il ressort de ces éléments la conformité à la prescription concernant l'état des odeurs perçues dans l'environnement, la mise en place de l'autosurveillance odeurs et la formation d'une partie du personnel sur ce thème. Toutefois, l'inspection des installations classée relève une non-conformité sur la fréquence de l'autosurveillance odeur à minima tous les 15 jours en raison de l'absence de justification de la réalisation de cette autosurveillance depuis celle du 3 juin 2025, et notamment pendant les périodes de fortes chaleurs de fin juin/juillet et début août 2025.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
A l'issue de ce constat, il est attendu de l'exploitant une action corrective, sans délai, consistant à la reprise de l'autosurveillance odeur à une fréquence conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 2 : Prévention des nuisances olfactives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/11/2022, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément des dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 :</p> <p>Afin de minimiser l'impact olfactif de ce type d'émission, les mesures suivantes sont mises en place :</p> <p>balayage des surfaces après chaque alimentation (7/7j),  vérification quotidienne des caniveaux de silo (et nettoyage si nécessaire),  maîtrise des écoulements issus des silos.</p> <p>De plus, la quantité totale présente dans le stockage temporaire est limitée à 30 t d'intrants pour lesquels l'incorporation en méthanisation est réalisée sous trois jours.</p> <p>La formation et la sensibilisation du personnel, dispensées mensuellement aux salariés, intègre un module sur la thématique odeur. Ce module intègre également une partie liée à la bonne gestion des intrants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'aire de chargement est propre ainsi qu'il n'y a aucune matière dans les regards de collecte des silos. L'exploitant présente le registre de maintenance journalière montrant que les tâches prescrites pour limiter les odeurs sont effectuées quotidiennement.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les compte-rendus des formations mensuelles conduites sous la forme de réunions internes. La dernière s'étant déroulée le 24/06/2025, l'inspection constate le non respect de la fréquence mensuelle en l'absence de justificatif de la réalisation d'une formation courant juillet 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
A l'issue de ce constat, il est attendu de l'exploitant une action corrective, sans délai, consistant à la reprise de la formation et la sensibilisation du personnel à une fréquence conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 3 : Matières entrantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que seules des matières végétales brutes sont stockées à l'air libre et l'absence de matières entrantes devant être protégées des eaux pluviales hormis les biodéchets et sirop de sucre stockés dans trois cuves dédiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Limitation des nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un tas de pommes de terre et un tas d'oignons étant à la source de jus. Ces deux tas étaient placés à proximité immédiate des regards de collecte. L'exploitant explique les disposer ainsi afin que l'engin de chargement ne circule pas dans ces jus et contamine l'ensemble de la plateforme de chargement. Trois cuves sont également présentes pour le stockages des intrants liquides.  L'inspection a constaté la présence de digestat solide uniquement à l'intérieur du bâtiment dédié et d'une poche dédiée au digestat liquide.  Il ressort des ces constats la conformité à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi des plaintes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un registre des plaintes. Celui-ci fait part de 3 plaintes reçues (1 en 2017 et 2 en 2018) et de 2 inspections de la DREAL suite à des plaintes reçues directement par celle-ci.

Pour chaque plainte, la nuisance à mettre en place et l'action à mettre en place est renseignée mais il manque au registre les éléments relatifs aux conditions d'apparition des nuisances, ce qui constitue une non conformité à la prescription.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A l'issue de ce constat, il est attendu de l'exploitant une action corrective, sans délai, consistant à la modification du registre des plaintes afin que les éléments qu'il doit contenir soient conformes à la prescription.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective